Document généré le 3 juil. 2025 21:47

Cahiers de géographie du Québec

CASTONGUAY, Stéphane (2016) *Le gouvernement des ressources naturelles. Sciences et territorialités de l'État québécois 1867-1939*. Québec, Presses de l'Université Laval, 203 p. (ISBN 978-2-7637-2835-3)

Guy CHIASSON

Volume 61, numéro 172, avril 2017

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1042728ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1042728ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

CHIASSON, G. (2017). Compte rendu de [CASTONGUAY, Stéphane (2016) *Le gouvernement des ressources naturelles. Sciences et territorialités de l'État québécois 1867-1939*. Québec, Presses de l'Université Laval, 203 p. (ISBN 978-2-7637-2835-3)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *61*(172), 151–152. https://doi.org/10.7202/1042728ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 2017

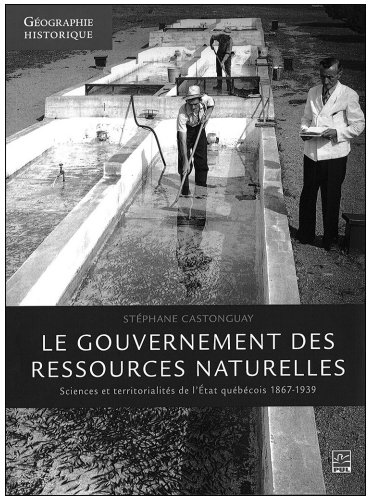
Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/



CASTONGUAY, Stéphane (2016) *Le gouvernement des ressources naturelles. Sciences et territorialités de l'État québécois 1867-1939*. Québec, Presses de l'Université Laval, 203 p. (ISBN 978-2-7637-2835-3)

En tant que politologue qui s'intéresse à la gouvernance forestière au Canada, j'ai été fortement intrigué par le titre du livre de Stéphane Castonguay, *Le gouvernement des ressources naturelles*. Bien entendu, la gouverne des ressources naturelles est depuis bien longtemps une fonction importante des gouvernements, au Québec. Mais conformément à la vieille dichotomie entre *politics* et *policy*, les études qui portent sur les ressources naturelles ont tendance à parler de « politiques publiques », de « régime » ou, plus récemment, de « gouvernance » des ressources naturelles. Conséquemment, le fait de parler de « gouvernement » des ressources naturelles avait de quoi surprendre. La lecture de l'introduction du livre permet de voir assez rapidement que ce titre reflète le choix de s'appuyer sur une perspective foucaldienne qui rejette, ou plutôt contourne, la distinction entre *politics* et *policy* pour se pencher sur le « gouvernement des conduites », la capacité de l'État à travers des pratiques concrètes de définir et normaliser les pratiques des individus. Plus précisément, comme il l'explique lui-même, l'auteur se penche sur les activités scientifiques de l'État québécois comme moyen privilégié pour réguler les divers usages de la nature et asseoir le contrôle grandissant de l'État sur le territoire :

> Ce livre examine les activités technoscientifiques de l'État québécois qui accompagnent le développement de secteurs économiques liés à l'exploitation des ressources naturelles pour en préciser le rôle dans le fonctionnement de l'appareil administratif. Loin d'être cantonnées dans les marges de l'appareil étatique où leur fonction se limiterait à la collecte de données, les activités technoscientifiques jouent un rôle moteur dans la modernisation des mécanismes d'intervention de l'État (p. 7).

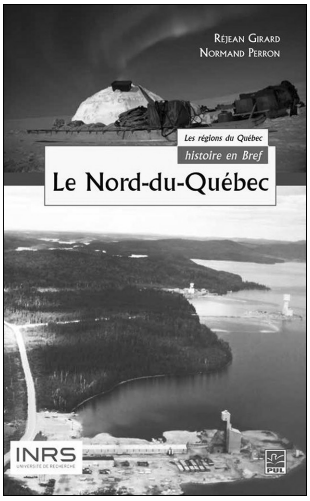
Le regard porté sur les activités technoscientifiques de l'État et leur importance dans le gouvernement des conduites permet plusieurs contributions à la connaissance. Tout d'abord, l'auteur se penche sur quatre grands secteurs de ressources naturelles, auxquels il consacre un chapitre chacun : le secteur minier, la foresterie, la chasse et pêche sportive et l'agriculture. D'un point de vue empirique, on pourrait déjà voir cela comme un tour de force important de documenter simultanément quatre secteurs différents de ressources naturelles. L'évolution des activités technoscientifiques de l'État dans chacun de ces secteurs est documentée de façon importante et finement, ce qui contribue sûrement à accroître notre connaissance de ces secteurs sur une période de plus de sept décennies.

Autrement, en accordant une importance aux activités scientifiques dans la construction de l'État québécois, ce livre ajoute sa voix à certains travaux historiens qui remettent en question l'idée reçu de la faiblesse de l'État avant la Révolution tranquille. Du point de vue adopté par l'auteur, les quatre secteurs de ressources naturelles suivent une trajectoire à peu près semblable, où la faible capacité scientifique de l'État québécois de la fin du XIXe siècle et la dépendance à des acteurs

externes (les scientifiques du gouvernement fédéral dans le cas du secteur minier ; la surveillance exercée par les clubs privés de chasse et pêche, etc.) fait progressivement place à la construction d'une capacité scientifique et technique propre et de plus en plus importante, au fil du XXe siècle. Cela fait en sorte qu'après la lecture des chapitres sur les quatre secteurs, loin d'apparaître comme un État faible, l'État québécois d'avant la Révolution tranquille semble omniprésent à travers ses diverses actions concrètes sur les territoires.

Si cette façon d'aborder l'État par ses actions concrètes me semble très pertinente pour nuancer le regard sur l'État d'avant la Révolution tranquille, on peut se demander si ce point de vue n'aurait pas également sa pertinence pour mieux comprendre la trajectoire contemporaine dans les secteurs de ressources naturelles. Certains des secteurs observés font face à des bouleversements qui viennent interpeller l'État sur la légitimité de sa capacité technoscientifique en matière de ressources naturelles. À titre d'exemple, mentionnons la remise en question du principe de *free mining* par de nombreux groupes sociaux, ou encore la création d'instances de concertation locale dans le secteur forestier. Est-ce que ces tendances signifient un renouvellement du « gouvernement des conduites » comme Castonguay a pu l'observer au début du XXe siècle ? Il me semble à tout le moins que ce livre est une invitation à se donner une compréhension plus déconcentrée de l'État québécois, au-delà de ce qui passe dans la capitale, pour le saisir dans sa périphérie (les rapports avec les territoires). Ce changement d'approche me semble nécessaire pour mieux interpréter les trajectoires complexes des ressources naturelles, au Québec comme ailleurs au Canada.

Guy CHIASSON
Département des sciences sociales
Université du Québec en Outaouais
Gatineau (Canada)



GIRARD, Réjean et PERRON, Normand (2016) *Le Nord-du-Québec*. Québec, Presses de l'Université Laval, 182 p. (ISBN 978-2-7637-2862-9)

Ce livre est un condensé en 180 pages de *Histoire du Nord-du-Québec* comptant 558 pages et publiée en 2012 aux Presses de l'Université Laval (PUL) sous la direction de Réjean Girard, Réginald Auger, Vincent Colette, Denton David et Yves Labrèche.

Le premier chapitre brosse le tableau de l'environnement de ce vaste territoire situé au nord du 49e parallèle. Les auteurs y présentent sommairement l'histoire géologique de la région, les zones climatiques qui la caractérisent et les principales ressources qu'elle recèle.

Le deuxième chapitre porte sur l'occupation humaine du territoire jusqu'au XVIe siècle, période où les contacts avec les Européens étaient encore inexistants ou peu abondants.

Le troisième chapitre expose comment les différentes ressources du territoire ont été successivement valorisées dans les circuits du commerce international après l'arrivée d'explorateurs, entrepreneurs et commerçants d'origine européenne. L'horizon temporel va du XVIIe siècle au milieu du XXe. Pour cette période, les deux principales ressources ont été la fourrure et les produits minéraux.